

Interview de Miguel JARA, chercheur dans les domaines de la santé
Les épidémies sont un commerce sous l'impulsion de l'OMS

Virginia Uzala

Público.es

Madrid

Miguel Jara est un écrivain et un journaliste indépendant spécialisé dans l'investigation de thèmes en relation avec la santé. Il a écrit plusieurs livres sur le pouvoir des grandes industries pharmaceutiques, le danger de certains médicaments et la réalité que les pharmas jouent en toute impunité avec notre santé. Il a reçu pour ce travail le prix Eupharlaw-Ibercisa 2011, décerné à la « personnalité de l'année » dans le domaine de la santé. Il lutte aussi dans le domaine judiciaire grâce à un cabinet d'avocats dans lequel il dénonce les méfaits des médicaments.

C'est un exemple de l'exercice en réseau d'un quatrième pouvoir, une lutte constante contre les pharmas, un des lobbys les plus puissants et dont l'influence sur les administrations publiques est énorme.

Comment les grands laboratoires gèrent-ils la crise Ebola ?

Ce virus n'intéressait personne jusqu' il y a quelques semaines. Comme toujours, il y a un avant et un après, lorsque les premiers occidentaux sont touchés. L'OMS intervient à ce moment là et son attitude est toujours favorable au pharmas. Même si les conditions de déclaration d'une épidémie ne sont pas présentes, l'OMS déclare qu'il y a urgence au niveau mondial et elle donne le coup d'envoi de la PEUR, aussitôt relayé par les médias. Comme les médias en parlent beaucoup, les gouvernements ont peur et pour éviter la colère de leurs citoyens ils achètent sans réfléchir tout vaccin ou médicament antiviral qui sort sur le marché. Je dis par là que l'OMS crée de toutes pièces un marché et que les compagnies pharmaceutiques en profitent pour faire du profit. Actuellement, 6 ou 7 pharmas importants travaillent à créer des vaccins et des antiviraux.

A quel point profitent-ils ?

Pour te donner un exemple, GlaxoSmithKline, la deuxième plus importante industrie pharmaceutique et celle qui semble la plus avancée dans les essais du vaccin Ebola demande à l'avance que les gouvernements lui promettent de l'indemniser en cas de perte monétaire car les recherches sont plus onéreuses que la rentabilité.

C'est un peu comme avec la grippe A...

Oui. En 2009, l'OMS a aussi déclaré une pandémie et a fait la faveur aux pharmas d'éliminer beaucoup de démarches légales et de normes d'exécution lors des essais cliniques (donnant l'excuse que les médicaments étaient nécessaires de manière urgente). Ces études rapides peuvent entraîner des dangers pour les personnes vaccinées. Dans les contrats signés par le gouvernement espagnol et tous les gouvernements du monde, il est stipulé qu'ils s'engagent à couvrir les frais d'éventuelles indemnités de dommages causés par le vaccin. C'est ainsi qu'ils déchargent les pharmas de toute responsabilité, chose qui n'arrive jamais dans

d'autres circonstances. Avec cette grippe, ils avaient mis sur le marché un vaccin peu efficace et dangereux. Dans le cas d'Ebola ils sont insatisfaits de ces conditions pourtant si favorables et veulent en plus recevoir à l'avance des fonds en prévision de pertes financières futures éventuelles. C'est de la folie, ils s'en sortent toujours gagnants.

Les épidémies sont un commerce...

Exactement, nous vivons une espèce de campagne de marketing de la peur. On utilise à des fins commerciales la peur des gens devant les pandémies et cela se répète année après année.

En 2001, après les attentats du 11 septembre, des lettres ont été envoyées qui contenaient le germe de l'anthrax, infection plus dangereuse que l'Ebola. La campagne de peur profita alors à Bayer qui curieusement possédait déjà un antibiotique pour traiter cette maladie.

En 2005, ce fut la « non pandémie » de grippe aviaire. Les conflits d'intérêt étaient alors importants car le ministre de la défense de l'Union européenne avait des actions dans les pharmas qui commercialisent les principaux vaccins des deux dernières pandémies de grippe. Nous avons là la deuxième campagne de peur associée dans ce cas à des intérêts économiques **et** politiques.

En 2009, ce fut la grippe H1N1 : même scénario. Point de pandémie comme annoncé, mais une grippe bénigne en comparaison des années précédentes. Le magot fut important car on vendait le vaccin et le Tamiflu, qui, du reste, sont restés inutilisés et deviennent caducs.

L'axe commun de toutes ces histoires, y compris celle de l'Ebola est la participation des médias à cette foire du marketing de la peur. Soyons très prudents avec l'exagération et le sensationnel car il se crée une tension sociale qui n'aide pas à résoudre les problèmes et alarme encore davantage le public. L'action des médias est cruciale : ils peuvent dans ce type de circonstances soit alarmer soit calmer les citoyennes et les citoyens.

A quel point une politique publique pour freiner le pouvoir des pharmas est-elle nécessaire ?

Le problème des gouvernements, ce sont les graves conflits d'intérêts, c'est le phénomène des portes tournantes. Le lobby des pharmas est énorme. Ils se promènent au Ministère de la Santé comme chez eux. Nous vivons dans une démocratie très dégénérée et très peu transparente et la corruption existe aussi dans le domaine sanitaire. Il ya beaucoup de portes tournantes. Bien des responsables sanitaires gouvernementaux passent plus tard aux comités des pharmas. Avec les partis dirigeants actuellement, nous ne savons pas qui fait la politique : les laboratoires ou les politiciens professionnels ?

Ce pouvoir des lobbys a aussi joué un rôle clé dans le système des brevets...

Oui, le système des brevets est imposé par les patrons, les lobbys pharmaceutiques et les gouvernements riches, comme ceux de l'Europe.

Ce système pervertit le sens de la recherche de médicaments. Seuls entrent en compte les plus utilisés dans les pays riches. Les médicaments devraient être le bien de tous.

Une autre solution est-elle possible?

Evidemment, davantage d'argent public. Un pas en avant serait que les Etats investissent davantage dans la recherche. Que les universités publiques, lorsqu'elles découvrent quelque chose d'intéressant ne le vendent pas au plus offrant (toujours un laboratoire). Qu'elles travaillent à développer ce médicament et qu'elles le destinent à des buts sociaux, sans brevets, puisqu'il est financé par les impôts de toutes et de tous.

En fait c'est le contraire qui se passe, on soutient moins la recherche financièrement.

C'est exact. Et en plus les restrictions budgétaires sont mal faites, il faudrait nommer une commission « pour la rationalisation de l'application des médicaments. Nous dépensons en ce moment des millions en médicaments inefficaces et dangereux. D'après l'OMS, le nombre de médicaments essentiels importants et efficaces et sûrs dont l'humanité a besoin est de 350 à 450. Il existe en Espagne 17 000 marques différentes de médicaments.

Cela peut entraîner une polémique

Oui, mais beaucoup de ces 17 000 sont de plus dangereux et peu sûrs...et pourtant on continue à les rembourser. Si un gouvernement était vraiment intéressé à faire des économies, sans autres intensions politiques, il n'aurait pas besoin de restrictions budgétaires. Il appliquerait des mesures de rationalisation des médicaments, ne gardant que ceux qui sont sûrs et efficaces et retirerait ceux qui honnêtement ne le méritent pas. On gagnerait ainsi plusieurs millions d'euros qu'on pourrait investir pour améliorer la santé publique ou pour la recherche.

Mais revenons au début : les pharmas ne s'intéressent pas à la santé publique.

Bien sûr, d'où l'importance des lobbys et de la transparence des gouvernements. Les clients principaux des pharmas sont les gouvernements. Les changements ne pourront venir que d'un gouvernement indépendant qui réussirait à placer l'intérêt des citoyens avant celui des pharmas, mettre fin aux portes tournantes et aux lobbys. Un gouvernement dont la volonté politique serait d'en finir avec la corruption aussi dans le domaine de la santé.

Virginia Uzal.

Periodista miembro de la comunidad editorial del 4º Poder en Red

Fuente: <http://blogs.publico.es/el-cuarto-poder-en-red/2014/11/06/las-epidemias-son-un-negocio-impulsado-por-la-oms/>